



L'UNION

Dans les années 30

*Une commune rurale aux portes de
Toulouse*

Gilbert Floutard



Monument aux Morts de L'Union, place de l'Église.


L'Union dans les années 30
Une commune rurale aux portes de Toulouse
par Gilbert Floutard

L'UNION DANS LES ANNÉES 30 : une commune rurale aux portes de Toulouse

Nous sommes au tout début des années 30⁽¹⁾, L'Union est une petite commune rurale située aux portes de Toulouse. La majorité des habitants vit de l'exploitation de la terre : de l'agriculture et de l'élevage.

Comme dans la plupart des communes rurales, la population a été très durement touchée par la guerre de 1914-1918 qui a fait de nombreuses victimes ainsi qu'en témoigne la longue liste des soldats tués ou disparus figurant sur le Monument aux Morts de la place de l'église.

Notre Couverture :
Emplacement du parking actuel du centre commercial St-Caprais.

Édition septembre 2010.
Directeur publication George Beyney.
Texte Gilbert Floutard.
Photos service communication mairie L'Union.
Conception et réalisation graphique :  **messages** • 05 61 41 24 14
Responsable de la rédaction, André Paulhiac, service communication.
Impression Messages - tirage 2000 exemplaires.

L'impact démographique de la guerre de 1914-1918, à L'Union

La guerre de 1914-1918 a eu des conséquences tragiques. Elle a provoqué dans la commune une crise démographique sans précédent. La population de L'Union qui s'élevait en 1911 à 435 habitants n'en compte plus, en 1921 que 372, au lendemain du conflit. Jamais ce chiffre n'a été aussi faible. En l'espace de 10 ans, L'Union a perdu 14,4% de ses habitants (près d'un sur six), ce qui est considérable.

Cette chute de la population s'explique, dans une très large mesure, par un solde naturel négatif fort élevé. En effet, de 1911 à 1921, on n'enregistre dans la commune que 41 naissances⁽²⁾ alors que le chiffre des décès s'élève à 92. Le solde naturel est donc très largement négatif (-51 habitants).

Le nombre de décès demeure important pendant toute la durée de la guerre. Alors qu'en période normale, on relève 4 à 5 décès par an, le nombre de morts s'élève respectivement à 12 en 1914, à 8 en 1915, à 9 en 1916 et en 1917, à 8 en 1918 et à 13 en 1919⁽³⁾.

Parmi ces morts figurent les soldats tués au front, ainsi que les décès survenus dans les hôpitaux militaires où sont soignés les soldats grièvement blessés.

En examinant de près la mortalité des soldats, on s'aperçoit qu'elle est singulièrement élevée au cours des tous premiers mois de la guerre. Du mois d'août 1914⁽⁴⁾ au mois de novembre de la même année, 4 jeunes Unionais ont laissé leur vie sur les différents champs de bataille de Belgique, du Nord et de l'Est de la France. Ce nombre de décès apparaît comme particulièrement élevé, compte tenu de la population de la commune.

La question qui se pose, dès lors, est de savoir pourquoi on enregistre une telle hécatombe durant les tous premiers mois, voire les toutes premières semaines de la guerre, à L'Union ainsi que dans la plupart des communes rurales ?

Les raisons en sont multiples. On a évoqué, à juste titre, le pantalon rouge-garance, porté par les soldats durant les premiers mois de la guerre, offrant une cible privilégiée à l'ennemi, mais il convient aussi d'incriminer la tactique de l'État-Major français préconisant « l'offensive à outrance » au mépris des règles de sécurité les plus élémentaires.

Un État-Major peu soucieux, semble-t-il, de préserver la vie des jeunes soldats. Rendu responsable de ce désastre humain sans précédent, le général Joffre, commandant en chef des armées françaises devra, à la fin de 1916, abandonner le commandement des armées du Nord et de l'Est au profit du Général Nivelle.

Promu Maréchal, il sera envoyé aux États-Unis pour convaincre les Américains d'entrer dans la guerre au côté des alliés.⁽⁵⁾ Personne ne se doutera un seul instant, à ce moment-là, de sa disgrâce.

Une autre période de forte mortalité est enregistrée au cours des derniers mois de la guerre, d'août à novembre 1918, qui correspond à la grande offensive alliée sur le front de l'Est, au cours de laquelle 3 jeunes Unionais ont perdu la vie.

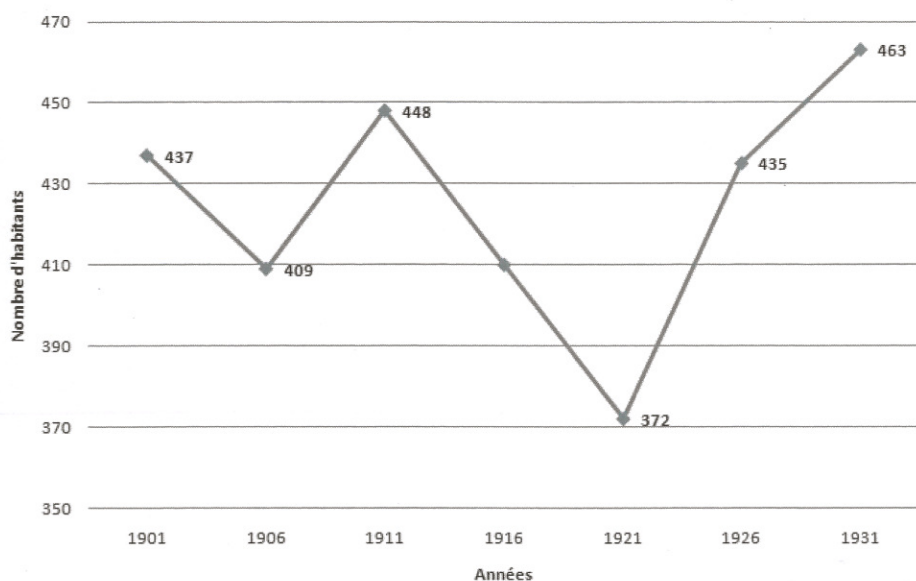
Nous terminerons cette rapide évocation de la Grande Guerre en constatant que la quasi-totalité des soldats originaires de L'Union appartenaient à des régiments d'infanterie.

Ceci n'a rien d'étonnant, dans la mesure où la plupart des Unionais mobilisés étaient de jeunes paysans. Comme chacun sait, les paysans étaient principalement affectés à des régiments d'infanterie, beaucoup plus exposés que les autres. Fantassins, le plus souvent simples soldats, véritable « piétaille », ils participaient, en première ligne, à toutes les attaques. Leur vie était constamment en danger. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'ils aient payé un aussi lourd tribut à la guerre.

À la fin de la guerre, nombreuses sont les familles unionaises qui ont perdu un être cher : un fils, un époux, un père... L'Union, profondément touchée, meurtrie par le premier conflit mondial, mettra beaucoup de temps avant de retrouver la population qui était la sienne en 1911. Il faudra attendre 1931, c'est-à-dire 20 ans, pour que le chiffre de population de 1911 soit de nouveau atteint et dépassé. En effet, cette année-là, on enregistre 463 habitants vivant dans la commune lors du recensement.

La population de L'Union, au début des années 30

Evolution de la population de l'Union de 1901 à 1931



En 1931, on enregistre à L'Union 463 habitants regroupés en 125 ménages, occupant 129 maisons, situées, pour la plupart d'entre elles, sur les coteaux dominant la vallée de l'Hers et de la Sausse, à l'abri des inondations relativement fréquentes des deux rivières.

La majorité des habitants tirent leurs ressources de l'agriculture ou de l'élevage⁽⁶⁾. A côté de quelques grands domaines possédés par des notables et administrés généralement par des régisseurs, existent une multitude d'exploitations agricoles de faible ou de moyenne

superficie cultivées soit par les propriétaires eux-mêmes, soit par des métayers aidés par un certain nombre d'ouvriers agricoles ou de domestiques de ferme désignés sous le terme de journaliers. On dénombre aussi parmi les habitants quelques jardiniers-maraîchers qui, tous les jours de la semaine, vont vendre leurs fruits et légumes, en ville, au marché de gros, Arnaud-Bernard.

Par ailleurs, tous les matins, de bonne heure, quelques exploitants agricoles, peu nombreux, possédant des troupeaux de vaches vont vendre, hiver comme été, du lait frais aux habitants de Toulouse⁽⁷⁾. Les bidons de lait sont transportés sur des charrettes tirées par des chevaux.

Mais, à côté du secteur agricole dont l'importance est bien réelle, existe aussi toute une série de professions exercées par les Unionais plus ou moins directement liées au monde rural dans la mesure où ceux qui les pratiquent possèdent souvent un peu de terre qu'ils exploitent eux-mêmes.

Les ressources procurées par leurs jardins ou par leurs champs viennent compléter les revenus de chacun.

C'est ainsi qu'en 1931 on trouve à L'Union 3 artisans maçons, 3 menuisiers, 2 cordonniers, 1 chiffonnier, 1 volailler, 1 négociant.

Mais aussi, et c'est tout naturel, dans la mesure où L'Union est une commune à part entière, on rencontre : un secrétaire de Mairie, un curé et un garde champêtre-tambour-afficheur qui exerce aussi la profession de cantonnier⁽⁸⁾.

Enfin, sur les listes nominatives du recensement de 1931, figurent un en-

semble de professions directement liées à la situation géographique de la commune. L'Union étant limitrophe de Toulouse, de nombreux habitants se déplacent sans difficulté tous les jours pour aller travailler en ville. Parmi eux, figurent des ouvriers d'usines⁽⁹⁾, des cheminots, des employés d'octroi, de la Société des Tramways, quelques comptables, des représentants de commerce, des ouvriers-coiffeurs, des photographes, des imprimeurs (25% environ des chefs de famille exerçant un métier, travaillent à Toulouse).

Quant aux femmes, elles sont pour la plupart désignées comme étant ménagères. Seules, un tout petit nombre d'entre elles (8 en tout) sont répertoriées comme exerçant véritablement une profession : 1 couturière, 1 repasseuse, 1 confectionneuse, 2 lingères, 1 matelassière, 1 cuisinière, 1 employée.

Pour terminer, indiquons que sur les 463 habitants de la commune, 451 sont français, 12 personnes sont d'origine étrangère.

En 1931 vivent à L'Union, une famille d'Italiens et une famille d'Espagnols, agriculteurs ainsi qu'un domestique de ferme polonais et un chauffeur de taxi d'origine russe, travaillant à Toulouse.

Au terme de cette analyse, on s'aperçoit que L'Union dans les années 30 est une commune essentiellement rurale où le monde paysan occupe une place de choix. Une commune dans laquelle apparaît cependant une certaine diversité en matière d'activités professionnelles qui s'explique par la proximité de Toulouse et la possibilité qu'ont les habitants de se rendre, tous les jours en



Ferme de la Belle Hôtesse, route d'Albi.

ville, sans difficulté, sur leur lieu de travail.

La liste nominative du recensement de la population de L'Union en 1931 indique, par ailleurs, le lieu de naissance de chaque habitant domicilié dans la commune. En examinant cette liste, on s'aperçoit que la quasi-totalité des Unionais est née soit à L'Union soit dans les communes voisines. Ce qui prouve, la faible mobilité de la population.

Il ne faut pas s'étonner si, dans ces conditions, la plupart des patronymes rencontrés (noms de famille) sont d'origine occitane. On trouve, en effet à L'Union des Andrieu, des Barthe, des Cuq, des Delbosc, des Escaffre, des Fauré, des Gleyzes, des Larroque, des Miquel, des Orliac, des Pujol, des Rey, des Sabatier, des Tailhades, des Vergnes...

Il ne faut pas s'étonner non plus si la langue parlée par l'ensemble des habitants, au début des années 30, n'est pas le français comme on pourrait l'imaginer, mais le patois toulousain (l'occitan languedocien), la langue des ancêtres. Une langue riche, vivante, mélodieuse, pleine de grâce et de naïveté qui se prête parfaitement au dialogue dans la mesure

où elle est capable d'exprimer toutes les nuances de la pensée ⁽¹⁰⁾.

Le français, s'il est compris de tous, n'est guère parlé qu'à l'école. On s'exprime partout et à tout moment, en occitan y compris au sein même du Conseil municipal où on se réunit pour délibérer des affaires de la commune. Le patois toulousain qui d'ailleurs dans la mesure où c'est une langue plus proche du latin que le français, est fort bien compris par les étrangers vivant dans la commune d'origine italienne ou espagnole.

Au recensement de 1936, la population de L'Union a légèrement augmenté par rapport à celle de 1931. On dénombre, désormais, 489 habitants dans la commune soit 26 habitants de plus qu'au recensement précédent. Les habitants étrangers au nombre de 12 en 1931 (provenant d'Italie, d'Espagne, de Russie et de Pologne) sont désormais 27 en 1936. Parmi ceux-ci figure une famille d'origine tchèque de 6 personnes. Comme en 1931, l'activité principale des Unionais en 1936 reste toujours l'agriculture et l'élevage.

L'agriculture et l'élevage à L'Union, dans les années 30

La statistique agricole de 1934 conservée aux Archives départementales nous apprend que sur les 692 ha de superficie de la commune, on trouve 512 ha de terres labourables ⁽¹¹⁾, 72 ha de prairies et d'herbages, 35 ha de vignes, 15 ha de cultures maraîchères. Les bois et les landes ne représentent que 17 ha à peine. Ce qui est bien peu.

L'analyse attentive de ces chiffres permet d'affirmer que la grande majorité des terres de la commune est mise en valeur. Sur les 512 ha de terres labourables on consacre tous les ans 110 ha à la culture du blé, 17 ha à celle seigle, 15 ha à celle l'orge, 90 ha à celle l'avoine, 86 ha à celle du maïs, 2 ha au millet qui sert aussi à fabriquer des balais. On cultive aussi en plein champ 15 ha de haricots en grains, 5 ha de petits pois, 18 ha de fèves et 30 ha environ de pommes de terre. Les terres maraîchères représentent à elles seules une superficie de 25 ha, les légumes cultivés dans les jardins ou dans les champs : 34 ha. On cultive, en outre 16 ha de tomates, 15 ha de melons, 5 ha d'échalotes, 30 ha d'ail, 4 ha d'artichauts, 7 ha d'asperges, 30 ha de carottes, 6 ha de citrouilles, 6 ha de cornichons.

L'examen détaillé de tous ces chiffres prouve, l'extrême diversité des cultures sur le territoire communal.

Par ailleurs, on pratique couramment, sur les terres labourables, l'assolement triennal, autrement dit, tous les ans, 1/3 des terres est laissé en jachère. On sème, cette année-là, sur ces terres, des graines de trèfle, de luzerne ou de sain-foin. Le fourrage artificiel obtenu sert à



Août 1932 scène de dépiquage à L'Union (ferme de Millet à la Violette).

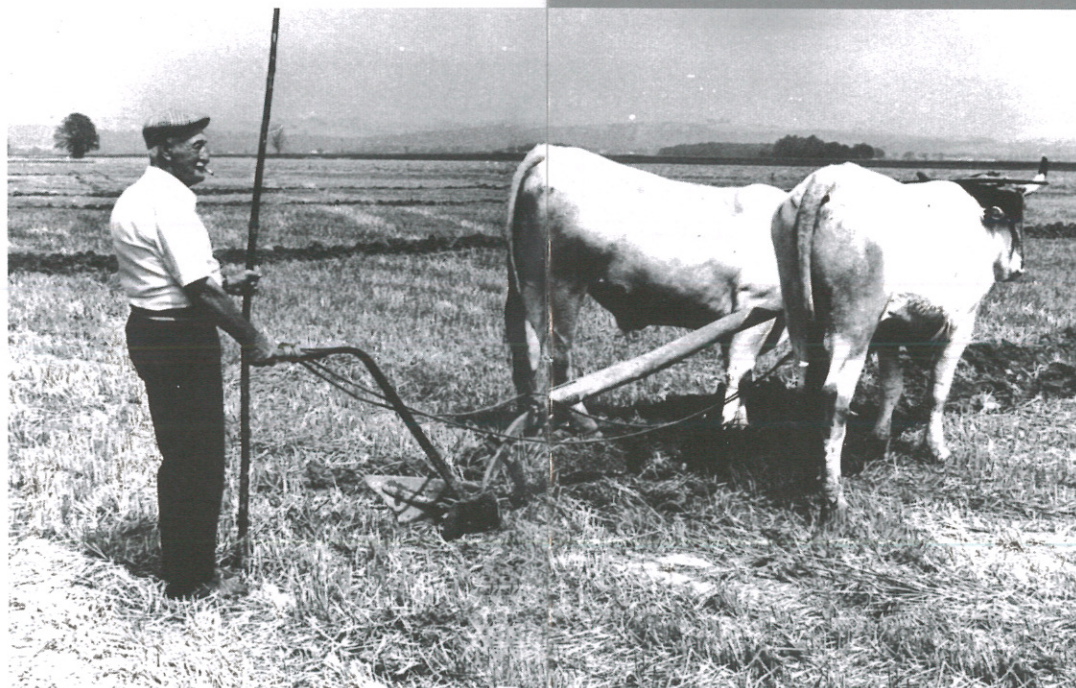
la nourriture des animaux de la ferme, mais est aussi utilisé comme engrais vert, l'année suivante.

Les vergers occupent une place de choix sur le territoire communal. On récolte en abondance, chaque saison, toutes sortes de fruits : des cerises, des pêches, des abricots, des prunes, des poires, des pommes, des amandes, des noix, mais aussi des fraises, des framboises, des groseilles ainsi que du cassis ⁽¹²⁾.

Les vergers notamment de cerisiers sont relativement anciens. En effet, dans la monographie de la commune de L'Union rédigée en 1885 par l'instituteur, Charles Dupré⁽¹³⁾ celui-ci note qu'à cette époque les cerises ainsi que les fraises et les framboises sont achetées en gros par des confiseurs de Narbonne. Il indique qu'on en expédie environ 100 quintaux métriques, chaque année, qui rapportent plus de 2 000 F aux habitants de la commune.

Victime du phylloxéra dans les dernières années du XIX^e siècle, la vigne occupe dans les années 30 une place relativement modeste sur le territoire commu-

nal : 35 ha à peine. Sur ces 35 ha, on compte 1 ha de vigne donnant du raisin de table cueilli pour être vendu sur les marchés toulousains et 2 ha environ de jeunes vignes non productives.



François Olivier labourant au début des années 30 (ferme de Jean-Baptiste Lombès).

Le nombre de barriques de vin récolté chaque année suffit à peine à la consommation des ménages.

Par ailleurs, la plupart des exploitants agricoles de L'Union qui possèdent de la vigne sont en même temps bouilleurs de cru. Ils font distiller le marc de raisin lorsque le vin a été soutiré à l'automne pour obtenir de l'eau-de-vie qui est utilisée pour la consommation familiale, mais aussi à des fins thérapeutiques : on s'en sert, à l'occasion, pour désinfecter les plaies des hommes et des animaux. Pour l'obtenir, ils se rendent, tous les ans, place de la Cabarette, à Croix-Daurade, à partir de la fin du mois d'octobre où le propriétaire d'un alambic se tient à leur disposition pour distiller le marc de raisin qu'ils apportent afin que soit obtenue la quantité autorisée du précieux liquide.

Chaque borde (exploitation agricole) possède, par ailleurs, une certaine étendue de prés plus ou moins grande suivant l'importance de la ferme pour la nourriture des animaux domestiques (bêtes à cornes, chevaux, moutons et chèvres...)

En ce qui concerne les animaux domestiques, la statistique agricole de 1934 apporte un certain nombre d'informations précieuses.

Ainsi, on dénombre, à cette époque, dans la commune : 61 chevaux, 2 mulets, 3 ânes, 3 taureaux réservés à la reproduction, 26 paires de bœufs et environ 200 vaches avec une cinquantaine de veaux.

On élève aussi 10 béliers, 85 brebis et 25 moutons adultes ainsi que 18 agneaux âgés de moins d'un an.

On recense, par ailleurs, sur le territoire communal : 3 verrats, 44 porcs ou truies à l'engrais, plus un certain nombre de porcelets de moins de 6 mois.

Quant aux chèvres, elles sont fort peu nombreuses, 5 à peine, si l'on en croit la statistique agricole.

En conclusion, l'examen attentif de l'ensemble de ces données prouve, que dans les années 30, L'Union est avant tout une commune profondément rurale, une commune dans laquelle l'agriculture et l'élevage occupent une place de choix.

La vie municipale à L'Union, au début des années 30



Année scolaire 1936-37.
Les élèves de l'école primaire de L'Union
(classe des grands - Institutrice : M^{lle} Dulout.)

Le Maire de la commune depuis 1925 est Jean-Baptiste Lombès docteur en médecine, rue Bayard, à Toulouse, propriétaire d'une métairie avec maison de maître, à L'Union, en bordure de l'actuelle avenue des Pyrénées ⁽¹⁴⁾.

Il a succédé dans ses fonctions de Maire, à son père, Jean-Casimir Lombès. Le 19 mai 1929, il est réélu Maire de la commune. Son adjoint est Antoine Corbarrieu qui exerce la profession de chiffonnier à Lacournaudric.

Jean Ferdinand Petitpied est secrétaire de Mairie depuis 1927.

Le cantonnier municipal est depuis 1906 Pierre Coudournac. Il assume aussi les fonctions de garde champêtre. A ce titre il veille à la tranquillité générale dans la commune en interve-

nant toutes les fois que c'est nécessaire pour apaiser les conflits locaux, en rappelant au besoin aux individus qui enfreindraient la loi qu'ils s'exposent à des sanctions exemplaires. Il est également tambour-afficheur : il informe les particuliers quand les circonstances l'exigent des décisions prises par l'autorité municipale. Lorsqu'il s'agit d'informations destinées à être connues de tous, il rassemble la population au son du tambour dans les différents quartiers de la commune pour communiquer les nouvelles afin qu'aucun habitant ne puisse les ignorer ⁽¹⁵⁾.

Une chose est sûre, dans les années 30, lorsqu'on habite à L'Union, on vit dans un monde paysan, tout à fait différent d'aujourd'hui. Un monde attaché à la terre, source de richesse, un monde respectueux des valeurs traditionnelles. Un monde qui n'est certes pas angélique : il existe bien sûr, au sein de la population, des conflits familiaux ou de voisinage, mais ceux-ci sont fort heureusement le plus souvent dérisoires, voire insignifiants.

On s'entraide volontiers entre voisins, à l'époque des grands travaux champêtres : édification des gerbiers avant le battage, au moment du dépiquage et des vendanges...

Le soir, à la veillée, on se retrouve entre amis, autour du feu de cheminée, pour écouter des histoires du temps passé ou évoquer des souvenirs douloureux de la guerre de 1914-1918, racontés par les anciens combattants.

On se retrouve aussi, en famille et entre amis, les jours de baptêmes, de premières communions, de mariages...

A la fin de la cérémonie, on se met en place pour la photo de groupe qui immortalisera à jamais le souvenir d'une journée de bonheur inoubliable.

On compatit aussi, bien sûr, devant le malheur des autres : la maladie, les accidents de la vie, la perte d'un être cher...

La fête traditionnelle du village, qui a lieu à L'Union le premier dimanche de septembre, est un grand moment de rencontre et de convivialité. On se retrouve autour des manèges et des attractions diverses. On danse jusqu'au matin, au son des instruments d'un orchestre local, des danses nouvelles venues parfois de loin : tango, paso doble, charleston...

Pour ce qui est de la vie municipale : elle se déroule sans problème majeur, au rythme des saisons et des travaux des champs.

Le Conseil Municipal se réunit 4 à 5 fois par an dans la salle de la Mairie-Ecole, en bordure de la route départementale 59 qui conduit à Belbèze ⁽¹⁶⁾.

Depuis 1918, le curé de la paroisse est Saturnin Espie ⁽¹⁷⁾.

L'institutrice est mademoiselle Dulout. A partir de 1936, la scolarité obligatoire ayant été portée de 13 à 14 ans par le gouvernement du Front populaire ⁽¹⁸⁾, le nombre d'élèves ayant augmenté, la classe unique est dédoublée. Une seconde classe est créée, confiée à madame Calmel qui devient tout naturellement institutrice adjointe.

Il existe aussi dans la commune un bureau de tabac et une cabine téléphonique tenue par la famille Millet.

Par ailleurs, l'examen détaillé de la carte au 1/20 000 de l'Institut Géographique National des années 30, montre un habitat dispersé, réparti entre divers quartiers de la commune. Lors du recensement de 1936, on dénombre en tout 118 maisons réparties de la manière suivante :

- Le quartier dit de Belbèze : 29 maisons, 29 ménages et 121 individus (101 français et 20 étrangers)
- Le quartier de l'Église : 28 maisons, 30 ménages et 110 individus, tous sont français
- Le quartier de Loubers : 16 maisons, 17 ménages et 77 individus (70 français et 7 étrangers)
- Le quartier de la Violette : 15 maisons, 16 ménages, 75 individus, tous sont français
- Le quartier de Lacournaudric : 27 maisons, 24 ménages et 94 individus, tous sont français
- Le quartier de Malbou : 3 maisons, 3 ménages et 12 individus, tous sont français
- L'habitat est, dans l'ensemble, relativement varié.

On trouve à la fois dans la commune des exploitations agricoles (bordes) dont certaines sont relativement anciennes, construites en briques avec parfois en alternance dans la façade d'assises de galets disposés en épis noyés dans le ciment. Ces assises sont séparées entre elles par une « arase » de briques pleines qui permet de rattraper le niveau.

Mais, à côté de ces fermes traditionnelles, existent aussi un assez grand nombre de maisons toulousaines sans étage avec des jardins plus ou moins

étendus où logent généralement des ouvriers agricoles ou des employés travaillant, le plus souvent, à Toulouse.

On trouve aussi un assez grand nombre de maisons bourgeoises plus ou moins cossues, à étage, où vivent parfois des gens appartenant à des couches sociales plus favorisées.

Enfin, existent aussi un tout petit nombre de « châteaux-manoirs », situés au milieu de parcs ombragés appartenant à des notables demeurant souvent parfois à l'extérieur de la commune. C'est le cas notamment du château de Lacournaudric qui appartient à Aimé Caffort, Docteur en Médecine, Chef de clinique à la faculté de Médecine, domicilié 16 rue Fermat, à Toulouse.

C'est aussi le cas du château de Malpapat construit dans les années 1840, propriété de la famille d'Adrien Ragot à Paris.

Mais aussi du manoir de Belbèze appartenant à Louis Doumerc, chemisier en gros, rue Roquelaine, à Toulouse.

Et enfin, de la « Villa Florida » propriété d'Aymeri de la Grange, officier à la retraite qui deviendra Maire de L'Union en 1935.

De même que la plupart des manoirs et des châteaux appartiennent à des propriétaires ne résidant pas généralement sur place, nombreuses sont les maisons (fermes, maisons bourgeoises et toulousaines) possédées par des habitants qui ne vivent pas dans la commune.

En consultant la matrice cadastrale des années 30 conservée aux Archives municipales, on s'aperçoit que sur 118 maisons recensées en 1936,



62 c'est-à-dire plus de la moitié appartiennent à des habitants ne résidant pas à L'Union.

Tout comme au XVIII^e siècle, on constate une emprise foncière considérable des Toulousains, pendant les années 30, sur le territoire de L'Union. Plus de la moitié des propriétaires forains de maisons (32 sur 62) sont des habitants de Toulouse appartenant à tous les milieux sociaux. On trouve des notables, nobles pour la plupart (19) résidant au cœur de Toulouse, des membres de professions libérales (médecins, pharmaciens...), des négociants et artisans des agriculteurs et des jardiniers ainsi que des gens de condition modeste.

Ceci n'a rien d'étonnant dans la mesure où la commune de L'Union n'est pas très éloignée de Toulouse.

La plupart des autres propriétaires forains habitent dans des communes voisines : Saint-Jean, Balma, Launaguet, Lapeyrouse...

Deux d'entre eux sont Parisiens, deux autres sont, du Gers et du Vaucluse.

L' Union dans les années 30 : Comment se rendre à Toulouse?



Autobus reliant Toulouse à L'Union et Castelmaurou
au cours des années 30.

PY DENAT

A pied, à cheval ou à bicyclette... tous les moyens sont bons pour se rendre au cœur de la ville distante d'à peine quelques kilomètres.

A cette époque-là, l'automobile est encore fort peu répandue surtout dans les campagnes où l'on trouve en abondance des calèches tirées par des chevaux. Objet de luxe, l'auto est avant tout réservée aux notables et aux gens fortunés.

Le moyen de locomotion le plus utilisé est, sans conteste, la bicyclette. Chaque famille, même modeste, en possède au moins une qu'elle utilise pour ses besoins personnels.

Mais à côté des moyens de locomotion individuels existent aussi, fort heureusement pour se déplacer, des transports collectifs dont certains sont en usage depuis de longues années.

Il s'agit, tout d'abord, de la ligne de tramways électriques suburbains n° 40 du Pont de l'Hers créée en 1906 qui dessert le quartier de Croix-Daurade, le faubourg Bonnefoy, l'Avenue de Lyon, la Rue Matabiau, une partie de la Rue d'Alsace-Lorraine et dont le terminus se trouve au cœur de la ville, place du Capitole.

Elle fonctionne à raison d'une rotation, dans les deux sens, toutes les heures, de 6 heures du matin à 20 heures du soir... Ce qui, tous comptes faits, n'est pas si mal, même s'il faut parcourir une certaine distance pour rejoindre le Pont de l'Hers, point de départ de la ligne ⁽²⁰⁾.

Les Unionais disposent aussi pour se rendre à Toulouse du petit train à vapeur de la « Compagnie de chemin de fer du Sud-Ouest », Toulouse-Villemur, créée en 1912. La ligne dessert au départ de Villemur les stations de Magnanac,

de Seyrac, de Villaudric, de Fronton, de Bouloc, de Vacquiers, de Cépet-Gargas, de Labastide-Saint-Sernin, de Montberon, de Pechbonnieu, de Launaguet, de Loubers sur le territoire de notre commune, de la Cabarette à Croix-Daurade. Elle aboutit à la gare de Bonnefoy et du Pont-Matabiau, terminus de la ligne. Deux trains circulent, dans les deux sens, tous les jours. Un troisième circule les jours de foire et de marché à Fronton et à Villemur.

Le convoi est constitué par une machine à vapeur tractant plusieurs voitures de voyageurs, des wagons de marchandises ainsi qu'un fourgon de La Poste.

Pour se rendre à Toulouse ou dans une des communes desservies par le petit train, les Unionais doivent se rendre à la gare de Loubers aux heures de passage du convoi. Celui-ci stationne le temps nécessaire pour permettre aux voyageurs de monter ou de descendre des wagons ⁽²⁰⁾.

Mais à côté du tramway électrique du Pont de l'Hers et du petit train à vapeur de Villemur, existe aussi, depuis quelque temps, un autre moyen de transport collectif pour aller à Toulouse dans les années 30. On peut également emprunter les autobus de la T.E.D. (transports économiques départementaux) de la rue Bonrepos qui relie plusieurs fois par jour Toulouse aux communes de L'Union, de Saint-Jean, de Castelmaurou, de Lapeyrouse-Fossat et de Saint Geniès ⁽²²⁾.

Finalement comme on peut le constater, les Unionais, dans les années 30, sont relativement bien desservis par les transports en commun qui leur permettent, pour une somme

relativement modeste, de se rendre sans trop de difficulté, à Toulouse et dans les communes voisines.

Par ailleurs, les agriculteurs ou éleveurs, jardiniers ou maraîchers qui vont vendre des produits de la ferme (œufs, volailles, animaux de leurs exploitations agricoles, fruits et légumes...) dans les foires ou sur les marchés de Toulouse doivent obligatoirement acquitter des droits d'octroi pour l'ensemble des marchandises vendues qui entrent dans la ville ⁽²³⁾.

Le poste d'octroi, au tout début des années 30, se trouve en haut du faubourg Bonnefoy. A partir de 1933 il sera déplacé, un peu plus loin, au-delà du pont de Croix-Daurade, en bordure du pré de Saint Caprais.

Là, dans une guérite construite en bordure de la route d'Albi, se trouvent en permanence des employés de l'octroi qui, jour et nuit ⁽²⁴⁾, arrêtent les personnes se trouvant sur les charrettes, dans les autos, à pied ou à bicyclette, susceptibles de détenir des marchandises soumises au paiement de redevances : boissons ou liquides, comestibles, combustibles, matériaux divers, fourrages.....

Paniers et valises sont systématiquement ouverts pour vérifier leur contenu. Chaque particulier est tenu de déclarer ce qu'il transporte. En cas de fausse déclaration, la denrée concernée peut être grevée d'une amende conséquente. Elle peut même parfois être confisquée si la fraude est importante.

Nous avons retrouvé, aux Archives municipales de Toulouse, le montant des taxes perçues sur les animaux destinés à la vente.

Pour chaque bœuf ou taureau destiné à la vente on doit payer 6 F, pour chaque vache 4 F, pour chaque veau ou génisse 1,85 F. 5 F pour chaque cheval ou jument, 4 F pour chaque mulet, mule ou bardot (25), 1,5 F pour chaque âne ou ânesse, 0,45 F pour chaque mouton ou bélier, 0,35 F pour chaque brebis, 2,40 F pour chaque porc mâle ou femelle, 0,25 F pour chaque bouc ou chèvre 0,60 F pour chaque dinde, 0,55 F pour chaque canard, 0,15 F pour chaque poule, coq ou lapin domestique, 0,05 F pour chaque pigeon...

Bien que le montant de la redevance perçue sur chaque animal ne soit pas très élevé, compte tenu de sa valeur marchande, il n'en demeure pas moins que la perception des droits d'octroi est très impopulaire.

La majorité de la population ne se prive pas de dénoncer le caractère vexatoire, voire inquisitorial, des contrôles opérés. Elle demande purement et simplement la suppression de l'octroi toulousain. Mais, la Municipalité toulousaine se montre très réticente à le supprimer dans la mesure où, bon an mal an, le total des redevances perçues par l'ensemble des bureaux d'octroi répartis aux entrées de la ville s'élève à la coquette somme de 12 millions de francs, ce qui n'est pas négligeable.

Supprimer l'octroi reviendrait à augmenter automatiquement les centimes additionnels et par voie de conséquence les impôts locaux, ce qui n'est, bien entendu, ni souhaitable ni envisageable ⁽²⁶⁾.

Les grands et les petits événements vécus par les habitants de L'Union

Fin février, début mars 1930, la pluie intense qui ne cesse de tomber dans le midi toulousain entraîne une montée brutale des eaux. L'Hers et la Sausse ayant dépassé la cote d'alerte ne tardent pas à déborder. L'eau se répand en abondance dans la basse plaine ainsi qu'il arrive souvent en pareille saison. Mais l'inondation n'a rien de catastrophique comme c'est le cas dans la vallée du Tarn, notamment à Villemur où l'on compte parmi les habitants plusieurs victimes et où de nombreuses maisons des bas quartiers se sont effondrées, provoquant des dégâts considérables.

L'année suivante, en août 1931, le Conseil Municipal réuni en session or-

dinaire, sous la présidence de Jean-Baptiste Lombès, décide d'installer sur le territoire communal le courant électrique triphasé comme il existe déjà à Toulouse et dans certaines communes voisines. C'est la « Société pyrénéenne d'énergie électrique » qui est choisie pour équiper la commune d'un réseau électrique de qualité qui permettra dans un premier temps aux habitants de s'éclairer grâce à cette nouvelle et extraordinaire source d'énergie que constitue ce que l'on appelle alors : « la fée électricité ».

Les travaux d'équipement pour se doter du courant électrique étant fort importants, la commune, faute de moyens financiers suffisants, est obligée d'emprunter la somme de 40 000 F au « Crédit foncier de France » ⁽²⁷⁾.

L'année suivante, au mois de juin 1932, se produit sur le territoire communal un fait divers qui va marquer les esprits : le déraillement du petit train à vapeur de la Société des chemins de fer du Sud-Ouest, reliant Toulouse à Villemur, peu après la gare de Loubers. Un événement qui aurait pu être tragique mais qui fort heureusement ne l'a pas été et dont nous avons rendu compte dans un de nos précédents articles ⁽²⁸⁾.

Mais à côté de ce fait divers, spectaculaire certes mais sans conséquence majeure, existent aussi, hélas !, des événements autrement plus dramatiques, directement liés à la crise de 1929 et à ses conséquences économiques et so-

ciales. La grande dépression qui s'ensuit entraîne, en effet, une montée spectaculaire du chômage dans les pays industrialisés provoquant la misère des couches sociales les moins favorisées.

Cependant, même si les habitants de L'Union sont touchés par la crise de 1929, ils le sont, sans doute, beaucoup moins, que ceux des grandes villes dans la mesure où ils vivent dans une commune rurale et où ils possèdent presque tous, généralement, de grands jardins qu'ils cultivent, qui leur fournissent des fruits et des légumes en abondance.

Ils peuvent aussi élever des poules et des lapins, et lorsque la terre est abondante engraisser un porc qui sera sacrifié à la fin de l'hiver. Cet apport de ressources alimentaires non négligeables leur permet d'affronter avec une relative sérénité les moments difficiles qu'ils sont éventuellement appelés à connaître.

C'est ce qui explique que même s'ils sont assez bien informés sur le déroulement des événements nationaux ou internationaux grâce à la presse locale et depuis quelque temps, grâce aussi aux émissions de T.S.F. qu'ils écoutent de plus en plus nombreux, les Unionnais, dans leur

immense majorité, sont bien plus préoccupés par les problèmes locaux ou personnels que par la montée des périls extérieurs.

Le 19 mai 1935, Aymeri de la Grange, ancien officier à la retraite, propriétaire de la « Villa Florida » est élu Maire de L'Union. Le mois suivant, son élection est annulée, à la suite d'une contestation concernant le scrutin municipal. Réélu en septembre de la même année, il re-

TOULOUSE

SUR LA LIGNE DE FRONTON

**LE TRAIN DU SUD-OUEST DERAILLE
PRES DE LA HALTE DE LOUBERES**

Quelques voyageurs sont contusionnés

Hier, vers 21 heures, un train spécial du réseau du Sud-Ouest transportant des convives du banquet du congrès des anciens combattants non pensionnés, a déraillé à 600 mètres environ de la gare de Louberès sur

traumatismes possibles des côtes. Heureusement il n'en fut rien ; transporté d'abord à la clinique Ambroise Paré, allée de Garonne, qui est la clinique affectée à la Compagnie du Sud-Ouest, le chauffeur a pu après quel-



Au cours du déraillement, les rails furent tordus sur une assez grande distance. On procède à la remise en état de la voie.

La Dépêche - 28 juin 1932

trouve tout naturellement son fauteuil de Maire. Deux ans plus tard, il démissionne de son mandat pour raison de santé et quitte définitivement la commune après avoir vendu tous ses biens. Il est remplacé par Pierre Andrieu, cultivateur à Lacournaudric, qui devient, à son tour, Maire de la commune ⁽²⁹⁾.

En janvier 1939, le Conseil municipal de L'Union, réuni sous la présidence du nouveau Maire, donne un avis favorable à la création d'un terrain de boules communal qui sera mis à la disposition d'un tout jeune club sportif : « Le Réveil bouliste de L'Union ».

Quelques mois plus tard, à la suite d'une plainte anonyme adressée à la Mairie, le Conseil municipal est de nouveau réuni dans l'urgence. Cette fois, c'est pour délibérer sur les dégâts irréremédiables occasionnés aux fossés et aux cultures par les vaches laitières laissées en liberté le long des chemins vicinaux. Il s'agit incontestablement d'une affaire particulièrement préoccupante, méritant, sans aucun doute, une réflexion approfondie !!!

Et pendant ce temps-là... Comme c'était malheureusement prévisible, le monde s'embrase. ⁽³⁰⁾

Le 15 mars 1939, l'armée allemande occupe la Tchécoslovaquie. Après la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, le 1^{er} septembre, c'est au tour de la Pologne d'être envahie. Le 3 septembre, l'Angleterre puis la France déclarent la guerre à l'Allemagne.

Une nouvelle période commence particulièrement tragique que nous nous garderons bien d'évoquer dans la mesure où elle sort du cadre chronologique que nous nous étions fixé.

Gilbert Floutard

Notes

- teur Jean-Baptiste Lombès, Maire de L'Union. Le lait est livré par Madame Galy, épouse du chef de famille, tous les matins, de bonne heure, au faubourg Bonnefoy, avenue de Lyon, rue Matabiau, rue Bayard, place de Belfort. Les bidons de lait sont transportés sur une charrette tirée par un cheval.
- (8) Il s'agit de Jean Petitpied (Secrétaire de mairie), de Saturnin Espie (curé de la paroisse) et de Pierre Coudournac (garde-champêtre-tambour-afficheur). Il existe aussi une institutrice Anne-Marie Dulout, mais qui n'est pas domiciliée dans la commune. Son nom ne figure pas sur les listes nominatives du recensement de 1931.
- (9) On dénombre 5 ouvriers d'usine qui travaillent aux « Établissements Amoureux » de Croix-Daurade et fabriquent des machines agricoles particulièrement appréciées par les paysans unionais, notamment la fameuse faucheuse « l'hirondelle ».
- (10) À titre d'exemple, on désigne souvent les personnes de qui l'on parle par le métier qu'elles exercent. Le curé devient le « ritou », l'institutrice, « la régento », le forgeron, « le fauré », le chiffonnier, « le pelharot », le distillateur d'eau-de-vie, « l'alambicairé », le sonneur de cloches, « le campanaire » ou le « le campanié ».
- (11) La statistique agricole de 1934 indique qu'on sème tous les ans 32 ha de trèfle, 34 ha de luzerne, 43 ha de sainfoin.
- (12) On évalue à 30 ha l'espace occupé par les cerisaies, 10 ha par les pêcheurs, 1 ha par les abricotiers, 20 ha par les pruniers, 13 ha par les poiriers, 20 ha par les pommiers, 7 ha par les amandiers, 2 ha par les noyers, 30 ha par les fraisiers, 7 ha par les framboisiers,

5 ha par les groseilliers, 2 ha par les cassis.

- (13) La monographie se trouve aux Archives de la Haute-Garonne sous la cote BR 4° 530.
- (14) Aujourd'hui la métairie est devenue « la Boulangerie-Restaurant des Pyrénées » située : 17 avenue des Pyrénées à L'Union
- (15) Concernant la vie et la carrière de Pierre Coudournac, consulter L'Unionais n° 158 du mois de juillet-août 2010 : « Une retraite bien méritée ! »
- (16) Depuis quelques années, le crépi qui recouvrait les murs de l'ancienne Ecole-Mairie a été fort heureusement enlevé pour laisser apparaître le magnifique appareil de construction constitué par une alternance de couches de galets en lits superposés, noyés dans le ciment, séparées par des briques cuites.
- (17) Saturnin Espie est resté curé de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de L'Union de 1918 jusqu'à sa mort, le 26 juillet 1939.
- (18) Loi du 28 mars 1883, modifiée le 9 août 1936.
- (19) Parmi eux, nous relevons : Philippe de Boussac, gendre de Théron de Montaugé, Martin de Latour, propriétaire de 3 maisons à Olivier, Peyrecave de Lamarque...
- (20) La ligne n° 40 « Pont de l'Hers-Capitole » cessera de fonctionner en 1959, date à laquelle elle sera remplacée par une ligne d'autobus.
- (21) L'ancienne gare de Loubers est encore visible de nos jours, route de Bessières elle est devenue une maison d'habitation.
- (22) Le petit train à vapeur cessera de fonctionner en janvier 1937, date à laquelle il sera supprimé, faute de rentabilité.
- (23) L'Octroi toulousain est très ancien, si l'on en croit les historiens, il aurait été créé par Jean le Bon devenu roi de France, le 13 juillet 1346.
- (24) Trois équipes de préposés assurent le service : la 1^{ère} de 6 h à 14 h, la 2^e de 14 h à 20 h, la 3^e de 20 h à 6 h du matin, le lendemain.
- (25) Le bardot est le produit de l'accouplement d'un cheval et d'une ânesse. De petite taille, le bardot se rapproche davantage de l'âne que du cheval.
- (26) L'octroi toulousain sera supprimé définitivement, le 1^{er} janvier 1944.
- (27) Le réseau électrique triphasé comporte 2 branchements haute tension, 2 transformateurs, 117 poteaux électriques et 3 lampes d'éclairage public.
- (28) Voir L'Unionais n° 52 du mois de décembre 2000 : « Un déraillement spectaculaire à L'Union, dans les années 30. »
- (29) Pierre Andrieu exercera son mandat de Maire jusqu'en octobre 1941 où il sera contraint de démissionner avec l'ensemble des conseillers municipaux par le gouvernement de Vichy. Il sera remplacé par une délégation spéciale de 3 membres présidée par Jean-Baptiste Lombès, habilitée à prendre les décisions qui s'imposent. (Décret du Secrétariat d'État du gouvernement de Vichy, du 19 octobre 1941, signé Pierre Pucheu).
- (30) On entend souvent à la radio (T.S.F.), à partir de l'année 1935, une chanson célèbre dont la musique est de Ray Ventura et les paroles de Paul Misraki : « Tout va très bien, Madame la Marquise ! ». En se remémorant les paroles de la chanson, on s'aperçoit combien celles-ci étaient prémonitoires.

Sources

- Archives municipales de L'Union :
délibérations municipales D 11 et
D 12 – G10, G11, G 12 (documents
cadastraux)

- Archives départementales de la
Haute-Garonne :
Recensements de 1911 – 1921 – 1926
– 1931 – 1936

- Statistique agricole de 1934 :
M 1077
Matrice des propriétés foncières (1911
– 1939) : 3 P 8689 - BR 4° 530

- Archives municipales de Toulouse :
Annuaire de la Hte Gne (1930 –
1939), O1433, Bulletin municipal de
Toulouse, octobre 1936 (pages 761 à
774)

Remerciements

Nos remerciements vont à tous ceux
qui nous ont aidés à réaliser ce petit
opuscule et tout particulièrement à
notre compatriote et ami, Monsieur Jean
Galy qui nous a fourni de nombreuses
informations fort utiles et de précieux
documents photographiques concernant
L'Union dans les années trente.



Église paroissiale de L'Union construite sous le Second Empire, dédiée à Saint-Jean-Baptiste.



Mairie de L'Union
Tél. : 05 62 89 22 89
6, avenue Pyrénées
31240 L'Union